

L'intérêt de l'Inde

Max-Jean Zins*

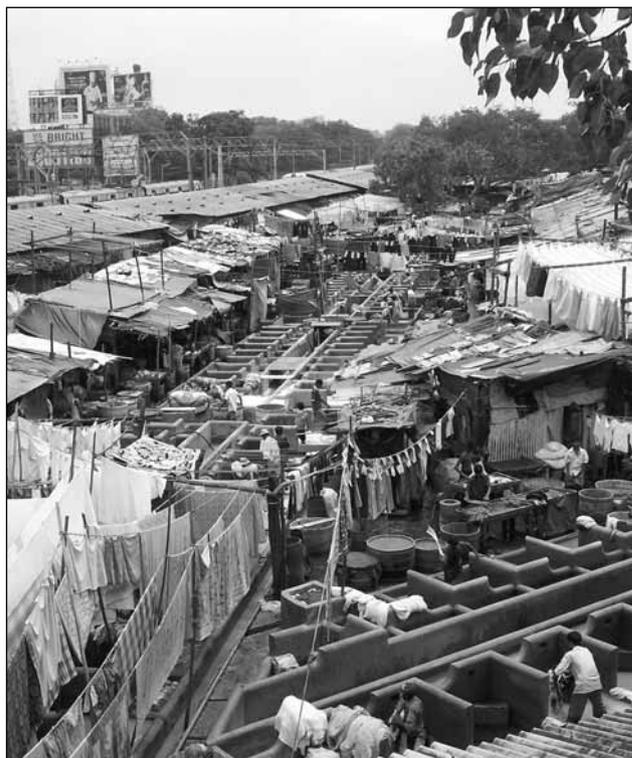
La perception de l'Inde est actuellement en train de changer, en France comme dans le monde. Ce pays de plus d'un milliard d'habitants est de plus en plus fréquemment perçu comme l'une des grandes puissances potentielles du siècle à venir. Il côtoie la Chine dans l'idée de ceux qui, cherchant à se figurer le globe dans les décennies prochaines, pensent, disent ou écrivent que le continent asiatique jouera un rôle prédominant.

Dans ce cadre, la démographie même de l'Inde est la plupart du temps analysée comme un facteur de puissance, alors qu'elle apparaissait il y a peu de temps encore comme un élément constitutif de la misère indienne. Un récent numéro de la Revue de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (ACCOMEX) prévoit, par exemple, que l'Inde constituera bientôt le cinquième pôle de puissance économique mondiale, après les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et la Chine. Un rang que l'Inde obtiendrait grâce à sa capacité à affronter de façon efficace les défis de l'ère libérale historiquement précipitée par la disparition de l'URSS et la fin de la guerre froide. Cette vision des choses explique d'ailleurs pourquoi l'immense population de l'Inde n'est désormais plus considérée comme une entrave au développement, mais un fouet pour la croissance : elle constituerait le nerf d'une nouvelle dynamique économique fondée sur la consommation. Car ce que privilégie dans cette optique la plupart des observateurs, précisément, c'est l'émergence d'un puissant noyau de consommateurs indiens – quelque 300 millions à 350 millions de personnes – susceptible de relancer la machine économique nationale indienne et de lui faire jouer un rôle nouveau dans le monde néo-libéral actuel. Sans entrer ici dans le débat – pourtant fondamental – qui consisterait à critiquer les prémisses d'une telle « entrée » dans la réflexion qui se fait jour, aujourd'hui, sur la place et le rôle de l'Inde – prémisses qui conduisent notamment à faire l'impasse sur les contradictions internes du mode de développement indien et sur celle de son insertion dans l'économie capitaliste-monde -, on se bornera à souligner ici quelques originalités ou spécificités de ce que certains appellent désormais le « modèle indien », sans d'ailleurs reprendre à notre compte, et à la lettre, le mot de « modèle ». Deux grands traits de l'Inde nous semblent pouvoir être distingués, utiles à la réflexion.

Le premier concerne la notion d'indépendance nationale

Une notion qui, pour les Indiens, est le produit historique d'un très long combat contre le colonialisme britannique, l'Inde constituant l'un des pays les plus longtemps colonisés du monde (1). Le bilan économique de la colonisation est très lourd. Son legs est catastrophique sur le plan agricole - le monde rural indien est littéralement exsangue, tant sur le plan humain que financier - quand

l'Inde acquiert enfin son indépendance en 1947. Il est plus intéressant sur le plan industriel. A partir du début de la seconde moitié du 19^e siècle, des trusts indiens, propriétés de quelques « grandes familles » indiennes, parviennent à la fois à coopérer et à concurrencer le capital britannique sur le sol même de l'Inde. Ils vont peu à peu constituer la colonne vertébrale de la nouvelle bourgeoisie nationale indienne, dont l'un des objectifs majeurs deviendra, dès lors, de corriger après l'indépendance les distorsions imposées à son développement par la domination britannique. Pour schématiser, on dira que cette bourgeoisie nationale, en parvenant à tirer profit des grandes crises ayant affaibli la force de frappe britannique (première guerre mondiale, crise de 1929, deuxième guerre mondiale), est arrivée en quelque sorte à racheter son pays aux Anglais en 1947 : A cette date, la majeure partie des capitaux industriels, financiers et commer-



Laveries à Bombay



ciaux investis en Inde le sont par les groupes indiens. Ce qui signifie que, sur le plan économique, l'Inde se retrouve dans un cas de figure très déviant par rapport à l'ensemble des autres pays colonisés de la planète : elle possède les moyens économiques de son ambition politique. Et celle-ci ne consiste rien moins qu'à conforter, désormais sur ses propres bases, l'indépendance politique conquise grâce au Parti du Congrès qui a su mobiliser autour de son programme des dizaines de millions d'hommes et de femmes. Comment l'Inde va-t-elle le faire ? Un économiste aujourd'hui décédé, S. Chakravarty, qui fut président du conseil des experts économiques auprès du Premier ministre jusqu'au début des années 1990, l'explique fort bien (2) : en donnant à l'Etat les moyens d'intervenir dans l'économie. Et l'auteur de préciser que cette intervention publique fut le produit d'une politique volontariste destinée à mobiliser les ressources du pays pour lui permettre de «démarrer» sans trop modifier ses grands équilibres politiques et sociaux. Notamment, injecter des capitaux dans les secteurs lourds de l'économie (métallurgie, sidérurgie, chimie lourde, nucléaire à des fins civiles...), devient le moyen de favoriser la croissance du marché national, de le préserver contre la concurrence occidentale et, au bout du compte, de promouvoir l'indépendance nationale. Pendant au moins trois décennies, tout un pays se retrouva derrière cet objectif global que le Parti du Congrès n'hésita pas à qualifier de «socialisant», voire même de «socialiste», et sur lequel vint se greffer la coopération soviétique. La plus grande partie de l'électorat populaire vibra au diapason de cette stratégie animée par les Premiers ministres J. Nehru puis I. Gandhi, tandis que les patrons des grands trusts privés virent dans cette injection massive de capitaux publics le moyen privilégié de «générer du capital privé» (3) dans le cadre d'un marché national relativement bien protégé de la concurrence internationale par toute une batterie de mesures fiscales, douanières et tarifaires. Ce « modèle » de développement, base de la poli-

tique de non-alignement de l'Inde hérissera les capitaux occidentaux durant toute la période de la guerre froide et les conduira à le stigmatiser comme un succédané «marxiste» ou «bureaucratique» de l'économie soviétique.

Alors qu'en vérité, il s'agissait d'un des plus purs produits de «capitalisme monopoliste d'Etat» que le monde ait produit au cours du 20^e siècle ! Tant il est vrai qu'il s'agissait, comme le dit Chakravarty, de développer le pays sans trop attenter à ses grands équilibres sociaux, en clair sans attenter radicalement aux rapports de classes de l'Inde post-coloniale. Monopoles industriels publics et grands groupes privés trouvèrent tous leur compte dans cette politique, qui s'effectua sur fond (important) de réformes agraires destinées à faire émerger un solide corps de paysans capitalistes aisés et dans le cadre (non moins important) de législations industrielles successives visant à faciliter l'émergence d'une petite et moyenne entreprise de type moderne (c'est-à-dire non artisanale). Tout cela n'alla, certes pas, sans conflits internes au sein du bloc au pouvoir constitué par les principales classes et couches dominantes du pays. Mais cela laissa sur le côté de la route des centaines de millions de paysans pauvres, d'ouvriers agricoles et d'artisans pour lesquelles cette politique n'était pas faite. Les élites dirigeantes se contentèrent seulement d'espérer que «le peuple» parviendra un jour à bénéficier des effets d'un développement national intégré conçu comme devant tirer le pays dans son entier vers le haut. Et c'est bien là que le bât de la politique congressiste blessa le pays : on le mesure aujourd'hui dans des secteurs aussi importants que l'éducation : plus de cinquante ans après son indépendance, près de 40% de la population demeure analphabète, les femmes étant plus que les hommes les grandes victimes du capitalisme d'Etat à l'indienne.

C'est cette stratégie de développement que le Parti nationaliste hindou (le BJP (4)) reprit à son compte quand il arriva au pouvoir à la fin des années 1990. Dans le nouveau contexte de l'après guerre froide, il lui donna une tournure nettement plus agressive. L'«Inde qui brille», pour reprendre le slogan électoral du BJP des élections législatives de 2004, fut celle des démantèlements du secteur public, de l'ouverture à la concurrence interne et externe, et du consommateur promu nouveau roi de l'économie. Grâce à lui, l'Inde allait définitivement entrer dans la 21^e siècle. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle y est entrée, avec un taux de croissance sensiblement supérieur depuis 1991 à celui des décennies précédentes(5), et le creusement d'inégalités sociales de plus en plus marquées. Les mois précédents les élections de 2004 furent les témoins d'une vague sans précédent de suicides (plus de 20 000, peut-être) de paysans ruinés dans l'Etat de l'Andhra Pradesh dont le *Chief minister* - grand admirateur de l'informatique devant l'Eternel - prétendait faire un modèle de modernité. Et le Parti du Congrès, que l'on disait à jamais incapable de regagner le pouvoir, le regagna. Mais ne le regagna pas n'importe comment : avec le soutien électoral nécessaire des communistes. Le moins qu'on puisse dire est que le *come-back* du Parti communiste indien (marxiste) dans la vie politique du deuxième Etat démographique de la planète n'est pas totalement passé inaperçu à l'aube libérale de ce 21^e siècle. L'Inde, décidément, toujours déviante quelque part, a des choses à dire au monde.

Le deuxième trait de l'Inde est lié à la façon politique dont fonctionne l'Inde, qui est d'être démocratique.

L'Inde est attachée à ses élections libres, à la pluralité de ses partis, à l'expression plurielle et pacifique de ses multiples sensibilités, à la diversité de ses opinions et de ses religions. Nul, en Inde, ne songe à remettre en cause ces règles de comportement, hormis quelques petits groupes armés qui se réclament du maoïsme mais dont le relatif regain d'action dans certaines parties de l'Inde joue un rôle marginal. Deux raisons, qu'on pourrait qualifier de traditionnelles, expliquent l'intérêt que l'Inde porte à la démocratie politique. D'une part, la démocratie est le produit une longue conquête du mouvement d'indépendance nationale, aussi bien d'ailleurs sur ses propres pulsions de violence que contre la violence du *Raj* (règne) britannique. D'autre part, elle apparaît à la grande majorité des habitants comme le meilleur moyen de maintenir l'unité d'un pays très divers sur tous les plans (régional, religieux, linguistique, communautaire), cette grande diversité risquant toujours de représenter une menace pour l'expression d'une cohérence nationale légitime à supposer qu'elle ne fasse pas l'objet d'une gouvernabilité démocratique. Dans la même veine, la laïcité (6) de l'État, sur laquelle tenta précisément de revenir le BJP, fut aussi conçue comme le meilleur garant de l'unité nationale. Il en alla également de même de la décentralisation des institutions et des pratiques politiques, une Union indienne trop « concentrée » autour de son État central étant (à juste titre) perçue comme un facteur d'explosion plutôt que d'intégration dans le cadre de cette diversité. Mais il est aujourd'hui une troisième raison pour laquelle l'Inde approfondit – dans des conditions contradictoires – le contenu de sa démocratie. Elle est liée au très vivace système des castes. Disons, pour être bref et didactique, que l'Inde connaît d'aujourd'hui une sorte de véri-



table révolution sociologique dont les implications sont immenses. Le système traditionnel des castes (dans sa version brahmanique, c'est-à-dire dans la façon dont les hautes castes l'ont construit) est en train d'imploser, alors que la caste elle-même se renforce. Cela n'est peut-être pas très facile à concevoir pour un Français qui ne garde plus que le souvenir très assourdi de son ancienne société d'ancien Régime divisée en trois Ordres, cette division n'ayant au demeurant jamais été aussi complexe et autant institutionnalisée ni, surtout, ritualisée, qu'en Inde. Cela est pourtant relativement simple à expliquer dans son principe. De moins en moins de gens, en Inde, croient au système des castes tel qu'il a été hiérarchisé brahmaniquement autour des notions de pureté et d'impureté, les castes « pures » (les moins nombreuses) s'attribuant évidemment le haut de l'échelle, les castes « impures » (les plus nombreuses) étant reléguées dans les échelons rituels et sociaux inférieurs de la société. Ce système idéologique aux implications sociales immédiates a volé en éclat, sous l'effet de la percée démocratique acquise grâce à l'indépendance. Non seulement les gens votent en Inde, mais ils votent « activement », c'est-à-dire qu'ils n'acceptent plus d'être les électeurs passifs de notables locaux appartenant traditionnellement aux hautes castes, lesquels mobilisaient leurs réseaux lors de chaque élection. De plus en plus d'électeurs déterminent leur vote sur la base de la façon dont, eux-mêmes, se figurent le monde dans lequel ils veulent vivre. Les femmes, par exemple, ne votent plus systématiquement comme leur mari ; les « basses » castes ne votent plus non plus comme « on » leur disait de voter. Au contraire, les citoyens de « basses » castes vont voter pour ceux qui leur promettent d'améliorer leur condition. Sous leur pression, tous les États de l'Inde ont été contraints d'adopter des mesures législatives en leur faveur. A ce jour, elles empruntent toutes la même voie fondamentale, celle de la politique dite de « discrimination positive » ou de quotas. Des quotas sont déterminés, censés refléter plus ou moins la proportion des castes les plus « basses » dans la population, et destinés à rétablir plus de justice en matière d'emplois. Ainsi, chaque examen (comme les équivalents de notre certificat d'étude, de notre brevet ou de notre baccalauréat), chaque concours administratif ou para-administratif, fait l'objet de quotas réservés en faveur des postulants appartenant aux castes les plus basses. Dans certains États, ces quotas peuvent atteindre les 80%, dans d'autres friser les 50%. La conséquence est claire : pour avoir du travail, quand on est « listé » dans la catégorie des castes les plus « basses », on a intérêt à revendiquer son statut de caste pour bénéficier des quotas. Ce qui fait que de plus en plus de gens crient haut et fort qu'ils sont de basses castes, alors même qu'ils ne croient plus au système (brahmanique) des castes. Dit autrement, cela signifie que la notion de caste ne se définit plus en terme religieux ou rituels, mais en terme économiques et sociaux, tant il est vrai que l'immense partie des couches populaires appartient aux castes « inférieures ». La nomenclature officielle ne parle d'ailleurs pas de « castes arriérées » pour « lister » les catégories de personnes appartenant à cette catégorie quand ces dernières doivent bénéficier de quotas, mais de « classes arriérées ». Quant à ceux de fin bout de l'échelle, ceux qu'on appelait encore il y a une quinzaine d'années les « intouchables » (ils étaient censés être tellement « impurs » qu'on ne devait pas se laisser toucher par eux), plus personne ne les appelle ainsi : on

les nomme – *ils se sont nommés eux-mêmes* – «dalits», ce qui signifie littéralement les «hommes brisés», les «hommes exploités». On peut comprendre sans peine que cette nouvelle donne induit d'amples effets politiques. Bornons-nous à l'un d'entre eux : les pauvres (le lot commun des basses castes, des castes arriérées, des dalits) ont désormais intérêt à voter pour promouvoir leurs intérêts. C'est d'ailleurs exactement ce qui se passe : l'Inde offre ce visage, encore une fois déviant, d'un pays où les pauvres ont proportionnellement tendance à voter plus que les riches, le vote constituant pour eux un facteur de confiance plus que de défiance dans l'avenir.

Certes, il serait totalement erroné de croire que, sur la base de ce qui vient être dit, un avenir radieux s'ouvre à l'Inde.

Le rapport entre castes et classes n'a, dans ce pays, rien de simple. Tout est contradictions, au contraire. Ainsi, certains des conflits les plus violents qui montent dans le pays mettent aux prises les castes dites «moyennes» (elles ne font pas partie des trois «hautes» castes) aux castes dites «basses», lesquelles se heurtent aussi durement aux *dalits*. Chaque groupe, dans sa volonté d'ascension sociale, est susceptible d'écouter les voix de ceux qui, promus au rang d'élites de chacun de ses groupes (ces élites appartiennent souvent à des familles dotées de propriétés foncières conséquentes), jouent sur les différences des uns et des autres pour tirer leur propre épingle du jeu. Le vote de caste ne saurait donc se confondre avec un vote de classe. Au demeurant, presque tous les partis politiques essayent de se positionner pour, dans chaque circonscription, apparaître les meilleurs défenseurs des castes constituant l'électorat majoritaire de cette circonscription. Ce qui, parfois, donne lieu de bien étranges alliances électorales. Il n'empêche que, vus à l'échelle de tout un pays, des centaines de millions de personnes se sont mis en mouvement pour exiger un futur meilleur. L'idée du destin, d'un destin qu'on ne saurait secouer car il serait trop lourd, recule en Inde. Plus que jamais auparavant dans son histoire, l'Inde est devenue le lieu d'une citoyenneté – évidemment définie dans des termes indiens – active. Dans ce contexte, voir un pays de plus de 600 millions d'électeurs renverser une majorité de droite et d'extrême droite éminemment favorable au néo-libéralisme, qui plus est hostile à la laïcité, comme cela a été le cas lors des élections de juin 2004, est encore plus significatif et digne d'intérêt. Tout comme il est très intéressant de noter que, parmi les grands vainqueurs de ces élections, figurent les communistes, et singulièrement ceux du Parti communiste indien (Marxiste) (7). Sans l'appui du PCM, devenu la troisième force parlementaire du pays (8), l'actuel gouvernement dirigé par le Premier ministre congressiste Manmohan Singh, ne pourrait avoir la majorité nécessaire pour gouverner. Prudent, le PCM a refusé d'entrer au gouvernement, mais a pesé de tout son poids dans la définition d'un programme minimum de gouvernement qui est devenu la base référentielle du travail de l'actuelle équipe au pouvoir. Sa logique, par exemple en matière de politique de sécurité de l'emploi, contredit explicitement celle du néo libéralisme. Il n'est pas écrit d'avance qu'elle sera appliquée, mais il est clair que des dizaines de millions de gens, en Inde, aimeraient bien qu'elle le soit... L'Inde, en un mot, aborde ce nouveau siècle avec des armes qui font d'elle un pays à suivre de près. ■

(*) Chercheur CNRS au CERI

(1) L'Inde devient officiellement une colonie de la Couronne britannique en 1857. Mais, économiquement, elle tombe concrètement sous la domination coloniale britannique bien avant cette date. Rappelons pour mémoire que la Compagnie britannique des Indes – l'agent essentiel de la colonisation britannique – est fondée à Londres par une poignée d'actionnaires en 1600.

(2) S. Chakravarty, *Development Planning. The Indian Experience*, Oxford, Clarendon Press, 1987.

(3) Comme le déclara à la fin des années 1950, devant la puissante Fédération des Chambres Indiennes de Commerce et d'Industrie, le propriétaire du deuxième plus grand groupe industriel privé de l'Inde, GDR Birla.

(4) *Bharatya Janata Party* (Parti du Peuple Indien).

(5) On ne saurait trop se garder des chiffres exorbitants souvent cités. La croissance du PNB indien a frisé les 8% en 2003-4 ; mais sur la période 1991 (année du lancement de la politique libérale) – 2004, la croissance annuelle se situe entre 4% et 5%, soit un peu plus qu'avant (3% de moyenne depuis le début des années 1950), mais quand même nettement moins que ce que l'on affirme parfois complaisamment.

(6) La laïcité à l'indienne (le *secularisme*) suppose que l'Etat traite avec une égale bienveillance toutes les religions. En pratique, cela signifie que l'hindouisme majoritaire (85% de la population) ne peut être une religion officielle. Les musulmans, principale minorité religieuse, représentent quelque 12% de la population.

(7) L'Inde compte deux Partis communistes, le PCI et le PCI(M), le PCI s'étant scindé en 1964. Avec le temps, le PCM s'est imposé comme la grande force communiste du pays.

(8) L'Assemblée nationale indienne a 545 membres. Le PCM y compte 44 élus, le Parti du Congrès 145 sièges et le BJP 137 sièges. Le BJP et le Congrès (respectivement 21% et 26% des voix) ont en 2004 perdu chacun quelque 2% des voix par rapport à leur score des élections précédentes (1999). Le PCM, en revanche, s'est particulièrement bien tenu dans ses « bastions » du Bengale occidental et du Kérala, où ses candidats l'ont très souvent systématiquement emporté contre ceux du Parti du Congrès. Ce phénomène a été interprété en Inde comme le signe tangible d'une poussée à gauche dans le pays. Ajoutons que le PCM, surtout puissant dans ces deux Etats qu'il dirige (il est au pouvoir au Bengale sans interruption depuis 1977, ce qui fait de cet Etat le plus stable de l'Inde), est depuis longtemps favorable à l'expression d'une politique nationale décentralisatrice, ce qui le met en situation de jouer un rôle stratégique dans l'articulation des alliances avec les partis régionalistes de l'Inde, sans lesquels aucun gouvernement ne saurait aujourd'hui disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale.



Manifestation pour le droit à l'éducation à Haridvar